

## COLLECTIVITES TERRITORIALES

### **Proposition de loi n° 370 visant à abroger l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales**

#### *Assemblée nationale (première lecture)*

Dépôt le 7 novembre 2007 par M. Jean Glavany et plusieurs de ses collègues

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Jean Glavany (20 novembre 2007) - Rapport n° 420 (21 novembre 2007)

Discussion et rejet le 27 novembre 2007 - Proposition de loi n° 56

#### PREMIÈRE LECTURE

#### **Avant la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4669)**

Présentation du rapport de la commission des lois  
M. Jean Glavany (p. 4669)

Intervention du Gouvernement  
M. Christian Estrosi (p. 4671)

Discussion générale  
M. Yves Durand (p. 4673) ; Mme Marie-Hélène Amiable (p. 4674) ; M. Philippe Vigier (p. 4675) ; M. Guy Geoffroy (p. 4677) ; Mme Sandrine Mazetier (p. 4678) ; M. Philippe Goujon (p. 4679) ; M. Christian Bataille (p. 4680) ; M. Joël Giraud (p. 4681) ; M. Jacques Pélissard (p. 4682) ; M. Michel Ménard (p. 4683) ; Mme Frédérique Massat (p. 4684)

Intervention du rapporteur  
M. Jean Glavany (p. 4685)

Intervention du président de la commission des lois  
M. Jean-Luc Warsmann (p. 4686)

Intervention du Gouvernement  
M. Christian Estrosi (p. 4687)

#### **Vote sur le passage à la discussion de l'article unique [27 novembre 2007] (p. 4687)**

Explications de vote  
M. Philippe Plisson (p. 4687) ; M. Guy Geoffroy (p. 4688) ; Mme Marie-Hélène Amiable (p. 4689)

*Vote des groupes*

Groupe Nouveau Centre : contre : M. Philippe Vigier (p. 4676)  
Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche : pour : M. Philippe Plisson (p. 4688)  
Groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire : contre : M. Guy Geoffroy (p. 4688)  
Groupe Gauche démocrate et républicaine : pour : Mme Marie-Hélène Amiable (p. 4689)

*L'Assemblée, consultée par scrutin, décide de ne pas passer à la discussion de l'article unique ; la proposition de loi n'est pas adoptée (p. 4689)*